

Mot Introductive du Chef de l'Etat de la Transition
à l' occasion de la rencontre avec les Conseillers Nationaux
de la Transition(CNT)

Palais de la Renaissance, le 29 mars 2014

Monsieur le Président du Conseil National de Transition,

Madame la Vice-présidente du Conseil National de Transition,

Mesdames et Messieurs les membres du Bureau du Conseil National de Transition,

Mesdames et Messieurs les Présidents des Commissions du Conseil National de la Transition,

Honorables Conseillers Nationaux de Transition,

J'ai choisi volontairement cet instant historique consacré a la commémoration du 55ème anniversaire du décès du regretté Barthelemy Boganda, Président Fondateur de la République Centrafricaine pour m'adresser à vous tous et surtout partager avec toutes les Conseillères et tous les Conseillers Nationaux, les préoccupations majeures de l'heure, à savoir :

- La restauration de la Sécurité et de la paix;
- La situation humanitaire et sociale alarmante des populations;
- La relance de la machine administrative et la restauration de l'autorité de l'Etat ;
- Le dialogue politique et la réconciliation nationale ;
- La gestion apaisée et inclusive de la transition ;
- La relance économique.

Mais avant tout, je voudrais m'incliner très respectueusement devant la mémoire des vingt trois personnes lâchement tuées dans la nuit de jeudi 27 mars 2014 dans cet attentat horrible que nous avons tous condamné. Trois jours de deuil national seront décrétés à partir du lundi 1^{er} avril 2014. J'ai par ailleurs instruis le gouvernement d'organiser très rapidement en leur mémoire des obsèques dignes et d'assurer la prise charge médicale des

blessés, en liaison avec les familles des victimes. Les auteurs de cet acte odieux ne resteront pas impunis. J'adresse mes sincères condoléances à l'ensemble des familles éprouvées;

Honorables Conseillers Nationaux de Transition,

J'ai choisi ce moment mémorable pour tous les centrafricains pour vous rencontrer et vous remercier solennellement du fond de mon cœur pour le geste si patriotique et démocratique que vous avez posé le 20 janvier 2014, en m'élisant comme chef de l'Etat de la Transition.

Je voudrais vous redire ici et très humblement que vous ne vous êtes pas trompés de choix. J'ai effectivement vocation et la ferme conviction de relever avec vous et avec l'ensemble de tous nos compatriotes, sans discrimination aucune, le défi de pacification de la Nation meurtrie, de consolidation de l'Unité nationale, de préservation de l'intégrité du territoire national et du développement socio-économique de notre cher et beau pays. Ce développement passe inéluctablement par la paix et la cohésion sociale retrouvées, par le Dialogue et la Réconciliation Nationale, avec l'organisation à terme d'élections présidentielles et législatives apaisées, justes, transparentes et exemptes de contestations inutiles.

La République Centrafricaine a en effet grand besoin d'un gouvernement légitime issu du suffrage universel, celui du peuple centrafricain tout entier.

Je sais que vous êtes déjà à pied d'œuvre pour doter notre pays d'un avant projet de la nouvelle constitution de la République que nous souhaitons démocratique et profondément enracinée dans nos valeurs ancestrales de fraternité, de solidarité, de convivialité et de progrès pour tous. Mais surtout ancrée dans les valeurs éternelles qui ont présidé à la fondation de la République Centrafricaine de Barthélemy BOGANDA, à savoir :

- **L'Egalité « ZO KWE ZO »**
- **Le Respect de la personne humaine considérée comme valeur sacrée ;**
- **L'Unité Nationale, condition sine qua non du développement ;**
- **La foi dans le travail individuel, collectif, moyen d'émancipation nationale.**

Honorables Conseillers Nationaux de Transition,

Je voudrais non seulement vous témoigner toute ma gratitude et ma reconnaissance mais encore vous dire que j'entends placer les relations

entre l'EXECUTIF que je dirige et le LEGISLATIF que vous représentez, sous le signe de l'apaisement, de la courtoisie, du respect mutuel et de la recherche toujours consensuelle et dialoguée des solutions de sortie de crise. Nous sommes plus que jamais condamnés à œuvrer la main dans la main, chaque institution dans son rôle défini par la Charte Constitutionnelle de Transition.

Le Gouvernement que dirige le Premier Ministre **André NZAPAYAKE** sous mon impulsion s'inscrit parfaitement dans cette dynamique, dans l'intérêt bien compris du peuple tout entier.

Avec le Gouvernement, je suis à votre écoute c'est-à-dire à l'écoute du peuple centrafricain que vous représentez au sein du parlement de Transition. Vos préoccupations comme les interrogations de l'ensemble des Conseillères et conseillers Nationaux sont les nôtres.

C'est pourquoi, je puis vous rassurer que nous recevons à 100 % tous les messages de détresse du peuple centrafricain que vous nous transmettez directement ou par le canal de l'interpellation du Premier Ministre, Chef du Gouvernement et de l'ensemble de ses collaborateurs.

Nous avons hérité comme vous le savez tous d'une situation chaotique et catastrophique. Mais notre mérite commun reste notre courage politique et notre volonté inébranlable d'œuvrer ensemble pour changer radicalement la donne sur le plan sécuritaire, humanitaire, social, économique et de la gouvernance politique.

Des critiques légitimes nous sont parfois adressées. Mais laissez-moi vous dire que nous ne sommes que des hommes et des femmes faillibles et sujets à l'erreur. Celui qui ne se trompe pas reste et demeure le Dieu Tout Puissant qui veille heureusement sur les destinés troubles de la République Centrafricaine.

Croyez-moi, les problèmes de restauration de toutes les forces de Défense et de Sécurité (Police, Gendarmerie, FACA) , de restauration de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national, d'assistance aux personnes déplacées qui vivent l'invivable, de protection de la population civile prise en otage par les milices armées et privées, d'assainissement des finances publiques par une véritable prise en main du trésor public, de communication gouvernementale jugée déficiente, de paiement des salaires, bourses et pensions et les préparatifs effectifs du retour à la légalité constitutionnelle à la fin de la Transition, sont autant de problèmes cruciaux

et réels qui nous préoccupent jour et nuit avec la question essentielle de la réconciliation nationale par le dialogue.

Honorables Conseillers Nationaux de Transition,

Comment fermer les oreilles quand les armes de toutes sortes crépitent encore à Bangui et dans tout le pays avec des morts par milliers ? Comment fermer les yeux quand les groupes armés s'érigent en « faiseurs de lois » terrorisant les populations au nom d'un patriotisme sujet à caution ?

Et enfin, comment fermer les yeux quand en dépit du formidable soutien de toute la communauté internationale, les femmes, les vieillards et les enfants sont livrés en pâture à un terrorisme qui ne dit pas son nom ?

C'est vous dire ,Mesdames et Messieurs les Conseillers Nationaux qu'ensemble nous resterons éveillés et vigilants tant qu'un seul centrafricain du Nord, du Sud, de l'Ouest, de l'Est ou du Centre sera terrorisé et martyrisé par les bandes armées qui menacent l'unité nationale et l'intégrité du territoire.

L'unité et l'intégrité du territoire national ne saurait se monnayer. La République Centrafrique restera « **Une et Indivisible** ».

Honorables Conseillers Nationaux de Transition,

J'ai certainement oublié dans la ferveur de mes convictions certaines questions qui vous préoccupent, je le sais.

C'est pourquoi, j'ai choisi cet instant mémorable pour qu'ensemble nous échangions sur toutes les questions et même sur celles qui fâchent.

Pourvu que nous ne perdions pas de vue les idéaux pour lesquels s'était battu Barthélemy BOGANDA qui se résument en un HUMANISME CHRETIEN qui place l'homme centrafricain et l'homme en général au cœur de sa philosophie. Tel est le sens de cette invitation de ce jour.

Je vous remercie pour votre aimable attention.